

NEW AFRICAN

GROUPE IC PUBLICATIONS

NewAfrican

Mars - Avril 2016 • N°48

Le Magazine de l'Afrique

Grand entretien

Michaëlle Jean

La Francophonie est un espace de solutions

Tunis

La ville de tous les Libyens

Focus

Tourisme durable et responsable

Côte d'Ivoire

Bilan de la démobilisation

Spécial élections présidentielles

Congo, Niger, Tchad



L'AFRIQUE FACE AU DJIHADISME

Les clés pour comprendre le danger

- Bimestriel
- France : 4,00 €
- Zone euro : 4,50 €
- Zone CFA : 2700 F.CFA
- Algérie : 260 DA
- Tunisie : 4,50 DT
- Maroc : 35 DH
- Suisse : 8 FS
- Royaume-Uni : £3,50
- Canada : 7 \$ CAN
- USA : 6 \$ US

ISSN : 1960-730X

M 09134 - 47 - F : 4,00 € - RD



Entretien

Serge Michailof
Chercheur associé à l'IRIS

PRIORITÉ AU PLEIN-EMPLOI!

Après avoir dénoncé l'inefficacité de l'aide actuelle et la situation du Sahel, l'auteur de *Africanistan - L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues?* démonte l'engrenage fatal qui risque d'entraîner la jeunesse sur la voie des trafics mafieux et du djihadisme.

Propos recueillis par Christine Holzbauer

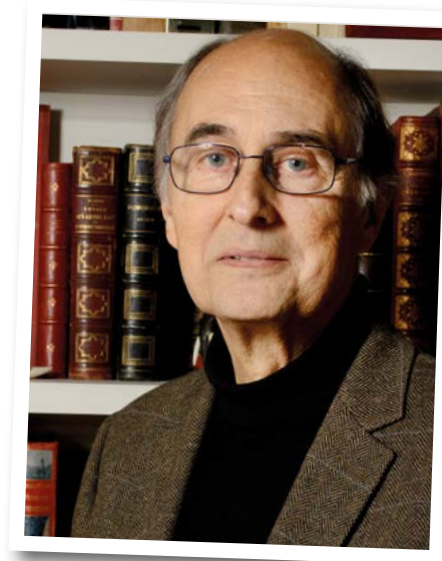


photo © Laurent Poinet

Pourquoi avoir choisi un titre aussi provocateur pour votre dernier ouvrage ?

Je voulais « secouer » nos responsables politiques et tenter de leur faire prendre conscience du fait que la gestion de notre aide ne répond à aucune logique. Elle est fondée sur l'affichage de chiffres qui n'ont aucun sens et sur le désir de plaire à des institutions multilatérales, sans se soucier de l'efficacité de leur action. J'ai aussi voulu les alerter sur la crise qui couve au Sahel dont les effets auront des conséquences dramatiques, non seulement pour cette région mais pour toute l'Afrique de l'Ouest, pour l'Europe et, plus particulièrement, pour la France.

J'ai aussi voulu profiter de cette analyse pour interpellier des élites africaines qui croient que les taux de croissance remarquables que connaît le continent depuis 15 ans peuvent, à eux seuls, régler les problèmes les plus graves et les plus urgents que sont l'absence d'une croissance inclusive, la misère des campagnes et un chômage des jeunes très préoccupant...

Pourtant, la plupart des migrants actuels sont des réfugiés politiques venant de Syrie, qui fuient la guerre, pas des migrants économiques fuyant le Sahel...

Certes, mais si comme je le crains, rien ne change dans la manière dont la France et les grandes institutions d'aide multilatérale abordent les questions sahéniennes, cette région a de fortes chances d'imploser au cours des dix ou quinze prochaines années. Tout comme la Libye qui implose, aujourd'hui, sous nos yeux. Car le Sahel court un grand risque du fait de sa démographie incontrôlée, des contraintes environnementales qui seront aggravées par le réchauffement climatique, du

désespoir de ses jeunes sans travail et, enfin, par l'action destructive du salafisme et des groupes djihadistes. La Libye représente 6 à 7 millions d'habitants et la Syrie 23 millions. Or, le Sahel compte plus de 100 millions d'habitants qui seront 150 millions dans dix ans. Faites vous-même le compte.

Des millions d'Européens sont partis outre-Atlantique pour fuir la misère et la guerre. Cela n'a pas fait des États-Unis une poudrière, bien au contraire...

La situation est radicalement différente. Les migrations européennes vers les États-Unis des XIX^e et XX^e siècles s'inscrivaient dans le contexte d'une croissance démographique européenne de l'ordre de 0,5 % par an. Au Sahel, la croissance démographique est actuellement de six à huit fois supérieure. Cette émigration européenne se portait vers un pays neuf, vide, aux espaces immenses; elle ne se heurtait qu'à d'autres populations récemment immigrées et également d'origine européenne. Nous savons tous ce qu'il est advenu des Amérindiens! Alors qu'aujourd'hui, nous assistons à une immigration massive de populations rurales sahéniennes, musulmanes faiblement éduquées, dans une France en panne économique et en cours de désindustrialisation, qui a échoué dans sa politique d'assimilation et où se développent des ghettos ethniquement homogènes. Tout cela n'a fait que renforcer les risques pour notre démocratie de la montée d'une extrême droite populiste. Quant aux États-Unis, il suffit d'écouter Ted Cruz ou Donald Trump pour mesurer les conséquences politiques de simples frictions provoquées par la présence massive d'une culture latino-américaine pourtant proche de celle de l'Amérique dite « blanche ».

On met souvent en avant l'économie comme meilleur rempart à l'extrémisme religieux. Or, dans les sociétés dites « développées », nombre de jeunes gens sont fascinés par les discours radicaux. N'y a-t-il pas, là, une faillite du modèle de développement occidental ?

L'échec économique fragilise nos sociétés car le chômage des jeunes les empêche de s'insérer économiquement et socialement. Il facilite, donc, le travail idéologique de sapes des salafistes. Pour autant, la jeunesse est toujours en quête d'un idéal, d'une société plus juste. Rappelons-nous le succès du communisme, du trotskisme en France, même du maoïsme... Ces idéologies maintenant effondrées, le retour à un islam idéal des origines joue le même rôle et peut entraîner dans une dérive de nombreux jeunes y compris une petite minorité française. Ne négligeons pas la dimension idéologique de ce conflit. Ben Laden venait d'une famille de milliardaires et a convié toute une génération à un voyage vers le futur en regardant vers le passé...

Donc, pour vous, seul le plein-emploi peut sauver la jeunesse du djihadisme ?

C'est une des conditions nécessaires. Avec, aussi, un combat idéologique que peu de responsables politiques et religieux sahéliens sont disposés à engager. Il est vrai que ce combat risque d'être coûteux politiquement et est hautement dangereux sur un plan personnel ! Il n'en reste pas moins qu'aucun pays africain n'est réellement sur la voie de l'émergence. Selon le très sérieux African Center for Economic Transformation installé au Ghana, la diversification des économies africaines est insuffisante. Leur croissance a été, pour l'essentiel, tirée par l'exportation

J'ai aussi voulu profiter de cette analyse pour interpeller des élites africaines qui croient que les taux de croissance remarquables que connaît le continent depuis 15 ans peuvent, à eux seuls, régler les problèmes les plus graves et les plus urgents.

de produits primaires dont les prix sont restés très haut à cause du boom chinois. L'agriculture africaine, un secteur pourtant crucial, est toujours négligée. L'industrie manufacturière, fortement créatrice d'emplois, est en panne depuis 40 ans et sa part dans le PIB des pays africains dépasse rarement 10%. Aucun pays, hormis Maurice et l'Éthiopie, n'a commencé à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales. Les taux de croissance actuels sont, pour l'essentiel, liés aux activités extractives qui ne créent pas d'emplois. Au total, on a peu d'emplois additionnels dans une agriculture négligée, très peu d'emplois dans une industrie en panne, pas d'emplois dans les secteurs extractifs. Il reste un vaste secteur informel des services et de l'artisanat dont la productivité est très faible. La multiplication des call-centers et les télécoms n'offriront pas tous les emplois que la démographie exige, en tout cas au Sahel.

Mais en quoi tout cela fait-il le lit du djihadisme en Afrique ?

Dans la majeure partie du Sahel, les perspectives pour les jeunes sont inquiétantes. L'inadaptation des politiques agricoles et l'absence d'investissements publics dans ce secteur – dont dépendent encore 70% à 80% de la population – les laissent sans avenir. L'explosion démographique fait que, sur les trois ou quatre garçons d'une fratrie classique, un au mieux pourra reprendre une activité agricole. Au total chaque année, des centaines de milliers de jeunes se retrouvent sans activité. Le choix qui s'offre, alors, à eux est soit de s'exiler vers les pays côtiers où leur manque de formation technique les condamne à des jobs de gardiens ou de balayeurs ; soit d'aller gonfler la masse des sous employés des banlieues des capitales africaines, vivant souvent au crochet de parents ou de bricolages. Il suffit de parler un quart d'heure à ces jeunes Sahéliens que l'on retrouve errant dans les rues d'Abidjan ou bien accrochés à un camion pour mesurer l'ampleur de leur désespoir. Ils sont prêts à prendre tous les risques pour sortir de cette misère. À la différence de leurs aînés, ces jeunes sont connectés au monde par le téléphone portable dès qu'ils vont en ville ou par la télévision branchée le soir sur une batterie de camion, même au fond de la brousse ! Ils mesurent, ainsi, toute l'ampleur de leur misère. N'oublions pas que l'écart entre le PIB par habitant au Sahel et le nôtre est de l'ordre de 1 à 70 ; il s'accroît chaque année.

Il n'est donc guère étonnant que certains jeunes soient tentés de s'insérer dans les filières des trafics multiples portant sur la cocaïne, les migrants, les cigarettes, les voitures volées, etc. Ces activités, très lucratives, sont contrôlées



Membres présumés de Boko Haram recherchés par l'armée nigériane (28 octobre 2015)

par des groupes mafieux qui associent trafics illicites, petites actions sociales pour conforter leur puissance et prosélytisme religieux de type salafiste. Ils peuvent, aussi, s'embaucher à temps partiel – voire à plein-temps – dans des groupes djihadistes qui leur offrent des perspectives de pillage, des primes et des salaires attractifs. Ces deux options leur donnent la possibilité de gagner correctement leur vie et, donc, de pouvoir se marier avec une, deux ou trois épouses, de s'enrichir s'ils réussissent (et s'ils parviennent à survivre). À moins de 25 ans, ils deviennent « émirs » et contrôlent un groupe ou un passage de trafic.

Ce schéma est identique à celui qui se déroule en Afghanistan. Dans les deux cas, le moteur est d'abord le désespoir de centaines de milliers de jeunes, sans avenir, qui se retrouvent chaque année sur un marché du travail entièrement bouché : 400 000 nouveaux arrivants par an en Afghanistan, 500 000 si l'on cumule le Mali et le Niger. Si l'on peut offrir des emplois et un futur à ces jeunes, il est encore possible de freiner cette dérive. C'est parfaitement réalisable par de grands programmes de développement rural et local dont j'attends de voir la matérialisation au Sahel. Si l'on s'y refuse, le terme « bombe démographique » prendra alors toute sa signification.

Vous citez souvent le Mali comme un exemple à ne pas suivre. Peut-on aussi voir une faute des Occidentaux qui n'ont pas voulu reconnaître le pourrissement de l'intérieur du régime d'Amadou Toumani Touré (2002-2012) ?

Bien sûr, la responsabilité est partagée. Mais ne chargeons pas trop le Président ATT. Il a tenté de protéger son pays des malheurs du djihadisme en traitant avec les djihadistes. L'exemple malien tout comme celui de l'Afghanistan d'Hamid Karzaï, montrent que la méthode ne marche pas. L'argent facile des trafics, en particulier celui de la drogue, corrompt rapidement la bureaucratie. Le pays part ensuite à la dérive.

Sans la guerre en Libye, le nord du Mali aurait-il été envahi par les djihadistes ?

Les djihadistes qui ont tenté d'occuper le Mali en 2013 avaient leur propre agenda. Face à l'effondrement de l'armée malienne et au manque de réaction internationale à leur occupation des villes du nord Mali, ils ont tenté un coup de force qui aurait pu réussir sans l'intervention française. L'effondrement de la Libye leur a simplement permis de récupérer armements et anciens mercenaires qui ont considérablement renforcé leurs capacités militaires. L'intervention française en Libye a été décidée avec une incroyable légèreté. Le ministre des Affaires étrangères n'était même pas informé... Cette intervention ne pouvait conduire qu'au désastre actuel. Dans un pays où les structures régaliennes, déjà peu solides, sont

BIO EXPRESS

Ancien directeur exécutif chargé des opérations de l'AFD (Agence française de développement, Serge Michailof est chercheur associé à l'IRIS, administrateur du CIAN et du GRET. Ce spécialiste des pays dits « fragiles » et des problèmes de reconstruction dans les pays affectés par les conflits a aussi passé huit années à la Banque mondiale à Washington, comme directeur opérationnel et conseiller principal. Avant *Africanistan* (Fayard 2015), il avait écrit avec Alexis Bonnel, *Notre maison brûle au sud. Que peut faire l'aide au développement ?* (Fayard, 2010).

détruites, l'instauration de la démocratie attendue par les Occidentaux relève du rêve, particulièrement dans une société tribale comme celle de la Libye. De plus, le désintérêt franco-britannique pour la sécurisation ou la destruction des stocks d'armes a constitué un symptôme additionnel de cette légèreté qui a piégé le Mali.

Quelle serait la meilleure solution pour que l'Afrique ne succombe pas aux attaques terroristes ?

Le plus important – juste après une croissance inclusive – réside dans la volonté de construire des nations en dépassant les clivages ethniques et religieux. Celles-ci doivent reposer sur des valeurs communes et la volonté de vivre ensemble et en paix. Évidemment, cette tâche est plus difficile si le voisinage génère des djihadistes qui profitent des divisions de votre propre société pour vous déstabiliser...

Que peut faire la France pour éviter la contamination, notamment le phénomène de Boko Haram ?

Elle peut convaincre les Européens de contribuer au renforcement et à la pérennisation des financements octroyés pour lutter contre Boko Haram. Les pays du Sahel ne disposent pas des bases fiscales leur permettant de faire face aux menaces externes auxquelles ils sont confrontés. Ou, mieux, elle pourrait reprendre le contrôle d'une fraction significative (environ 1 milliard d'euros par an) sur le 1,7 milliard annuel versé sans condition préalable aux institutions d'aide multilatérales. Ainsi, un « Fonds fiduciaire multibailleurs » piloté de facto par la France pourra voir le jour. Son objectif étant de relancer le développement rural, local et municipal au Sahel, par de grands programmes de restauration des sols dégradés, de petite irrigation, d'alimentation en eau potable, d'électrification rurale. Autant de domaines dans lesquels l'expertise française n'est plus à démontrer... ■

Un fonds fiduciaire multibailleurs piloté par la France pourrait relancer le développement rural, local et municipal au Sahel, par de grands programmes de restauration des sols dégradés, de petite irrigation, d'alimentation en eau potable, d'électrification rurale.